

REÇU le

- 5 MAI 2014

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

D.R.E.A.L.G.S. Angers

PRÉFECTURE
DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des installations classées pour la protection de l'environnement
et de la protection du patrimoine

Mise en demeure
SARL JUSTEAU FRERES
au lieu-dit « Le Moulin Tessier »
à Noyant la Plaine
Arrêté DIDD – 2014 – n° 109

ARRÊTÉ N° 109 du 29/04/14 portant mise en demeure de régulariser la situation administrative

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société JUSTEAU Frères, à Noyant-la-Plaine,
extraction de matériaux (carrière de falun)

LE PRÉFET DE MAINE ET LOIRE,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la demande de la société JUSTEAU Frères du 15 mars 2013, relative à l'autorisation d'exploiter une carrière de falun au lieu-dit « Le Moulin Tessier » sur la commune de Noyant-la-Plaine ;

Vu le courrier du 22 août 2013 du préfet informant la société JUSTEAU Frères que sa demande susvisée est incomplète et qu'elle devait être complétée ;

Vu le courrier du 6 janvier 2014 du préfet à la société JUSTEAU Frères rappelant l'absence de réponse au courrier du 22 août 2013 susmentionné et lui demandant de nouveau de compléter sa demande d'autorisation d'exploiter ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 avril 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 18 mars 2014 ;

Considérant que lors de la visite en date du 17 mars 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la société JUSTEAU Frères exploite une carrière de falun à l'aide d'une pelle mécanique sur la parcelle n°85 de la section ZH du plan cadastral de la commune de Noyant-la-Plaine. L'extraction est conduite jusque dans la nappe d'eau à près de 5 m de profondeur, sur une surface

S3ic n° 6936 (16)

d'environ 10 m X 20 m et les terrains sont décapés en vue d'une extraction sur une bande d'environ 200 m par 15 m ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2510.1 : Exploitation de carrières ;

Considérant que l'installation - dont l'activité a été constatée lors de la visite du 17 mars 2014 au niveau la parcelle n°85 de la section ZH du plan cadastral de la commune de Noyant-la-Plaine relève du régime de l'autorisation et est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la poursuite de l'activité d'extraction de matériaux constatée serait de nature à créer des risques ou atteintes à l'environnement non estimés, et qu'ils ne peuvent donc pas faire l'objet de mesures préventives ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société JUSTEAU Frères de régulariser sa situation administrative pour ce qui concerne l'installation sur les terrains susmentionnés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de Maine-et-Loire

ARRETE

Article 1 - La société JUSTEAU Frères, dont le siège social est situé 1 rue principale à Louresse-Rochemenier (49700), exploitant une installation d'extraction de matériaux (carrière de falun) sise au lieu-dit « La Moulin Tessier » (parcelle n°85 de la section ZH du plan cadastral) sur la commune de Noyant-la-Plaine, est mise en demeure de régulariser la situation des terrains exploités illégalement par le dépôt en préfecture, dans un délai de un mois :

- soit d'un dossier de demande d'autorisation complet concernant ces terrains ;
- soit d'un dossier de cessation d'activité et de remise en état de ces terrains.

Article 2 - L'exploitant assure la sécurité des terrains exploités illégalement jusqu'à ce qu'ils soient remis en état ou inclus dans une autorisation d'exploitation.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 - Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Noyant la Plaine et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie concernée pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire concerné et envoyé à la préfecture de Maine et Loire - Direction de l'interministérialité et du développement durable - bureau des installations classées pour la protection du patrimoine.

Article 6 - La secrétaire générale de la préfecture de Maine et Loire, le sous-préfet de Saumur, le maire de Noyant la Plaine, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la SARL JUSTEAU FRERES par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à ANGERS, le 29 AVR. 2014

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale de la préfecture

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'E. Degiovanni', with a stylized flourish at the end.

Élodie DEGIOVANNI

